



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.272/4
du 9 décembre 2020

advies 68.272/4
van 9 december 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
28 juin 2019 relatif à la
navigation de plaisance'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
28 juni 2019 betreffende de
pleziervaart'

Le 10 novembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, chargé de la Mer du Nord à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 28 juin 2019 relatif à la navigation de plaisance'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 décembre 2020. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 décembre 2020.

*

Op 10 november 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Justitie, belast met Noordzee verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 juni 2019 betreffende de pleziervaart'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 9 december 2020. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 9 december 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3^o, alinéa 1^{er}, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', le projet doit être soumis à la procédure d'association des Gouvernements de région.

Le dossier joint à la demande d'avis ne comprend toutefois que les lettres adressées aux Gouvernements de région dans le cadre de cette procédure, lesquelles sont datées du 9 novembre 2020.

Il revient au demandeur d'avis de veiller à l'accomplissement complet de cette formalité préalable.

2. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Le projet examiné entraîne des modifications aux traitements de données qu'implique l'arrêté royal du 28 juin 2019 'relatif à la navigation de plaisance', notamment pour ce qui concerne les données relatives aux examinateurs visés aux articles 4.19, § 1^{er}, 3^o, et 4.22, en projet.

L'avis de l'Autorité de protection des données doit par conséquent être recueilli. L'accomplissement de cette formalité préalable sera également visé au préambule du projet.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Dans la version néerlandaise de l'alinéa 1^{er}, les termes « artikel 13° » seront remplacés par les termes « artikel 13 ».

L'arrêté en projet trouve également un fondement juridique dans article 11, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 5 juillet 2018 'relative à la navigation de plaisance'. L'alinéa sera complété par la mention de cet article.

2. L'alinéa 5 vise l'avis de la Plateforme de concertation fédérale pour la navigation de plaisance, dont l'obtention n'est pas une formalité obligatoire.

L'alinéa sera omis. Un considérant, qui serait inséré dans le préambule après les visés des formalités préalables accomplies, peut toutefois être consacré à la mention de cet avis.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans la version française de l'article 1.1, 28°, en projet, le mot « reconnu » sera remplacé par le mot « agréé », pour assurer la concordance avec l'article 4.17 en projet.

Article 2

1. L'article 4.2, § 3, alinéa 2, 2°, en projet, prévoit que le titulaire du brevet de yachtman doit

« pouvoir démontrer à tout moment qu'il dispose d'un certificat médical valable conformément à l'article 1.9 qui ne peut avoir été délivré depuis plus de 5 ans ».

L'arrêté royal du 28 juin 2019 ne contient pas d'article 1.9. L'article 4.2, § 3, alinéa 2, 2°, en projet, sera revu pour viser la disposition relative au certificat médical, à savoir l'article 4.8, § 3, en projet.

2. L'article 4.11, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 28 juin 2019 dispose :

« Dès que l'organisation de la navigation de plaisance a évalué et jugé le dossier du demandeur comme étant complet, en ce compris le certificat médical, l'organisation de la navigation de plaisance peut faire inscrire le demandeur à l'examen théorique organisé par l'administration ».

L'article 4.11 en projet ne fait par contre plus état du fait que l'organisation de navigation de plaisance auprès de laquelle la demande d'obtention d'un brevet de conduite restreint ou général a été déposée, conformément à l'article 4.8, § 1^{er}, en projet, peut faire inscrire le demandeur à l'examen théorique organisé par l'administration.

Il revient à l'auteur du projet de vérifier si celui-ci ne doit pas être complété sur ce point.

3. L'article 4.21 en projet prévoit une procédure de retrait ou de suspension de l'agrément du centre d'examens pratiques par le Ministre.

Il convient de compléter cette disposition pour assurer le respect du principe de l'audition préalable.

4. À l'article 4.23, § 2, alinéa 3, en projet, les guillemets figurant après le mot « voiliers » seront omis.

5. À l'instar de ce qui est prévu à l'article 4.8, §§ 1^{er} et 2, en projet, l'article 4.24 en projet gagnerait à préciser que le formulaire (en vue d'introduire une demande d'obtention d'un ICC) est publié sur le site web de l'administration.

6. À l'article 4.25 en projet, les mots « visée à l'article 4.17 » seront remplacés par les mots « visée à l'article 4.24 ».

Article 4

1. La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'article 9.12 en projet sera revue.

2. Dans ce même article, il convient de remplacer les mots « aux points 1° à 4° inclus et 7° » par les mots « aux points 1° à 4° inclus et 7° de cet article ».

Les mots « les dispositions reprises aux points 5° et 6° peuvent être prouvée » seront également remplacés par les mots « l'expérience récente requises aux points 5° et 6° de cet article peut être prouvée ».

Article 5

La condition d'expérience imposée par l'article 4.2, § 3, alinéa 2, 3°, en projet, portant sur une période de cinq ans, il revient à l'auteur du projet de vérifier si la date du 31 décembre 2024 ne doit pas être remplacée, à l'article 9.13, alinéa 1^{er}, en projet, par celle du 31 décembre 2026, à l'instar de ce que prévoit l'article 9.12 en projet, pour l'expérience exigée aux points 5° et 6° de l'article 4.22, § 3¹.

*

¹ L'article 9.12, en projet opérant une distinction sur ce point, selon que l'expérience exigée porte sur une période de trois ou de cinq ans.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3°, eerste lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het ontwerp.

Het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd, bevat in verband met die procedure echter alleen de brieven die aan de gewestregeringen zijn gezonden en die gedateerd zijn 9 november 2020.

De adviesaanvrager dient erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste volledig wordt vervuld.

2. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Het voorliggende ontwerp brengt wijzigingen met zich mee van de gegevensverwerkingen die voortvloeien uit het koninklijk besluit van 28 juni 2019 ‘betreffende de pleziervaart’, in het bijzonder wat betreft de gegevens aangaande de examinatoren bedoeld in de ontworpen artikelen 4.19, § 1, 3°, en 4.22.

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden ingewonnen. De vervulling van dat voorafgaande vormvereiste moet ook in de aanhef van het ontwerp worden vermeld.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In de Nederlandse tekst van het eerste lid moeten de woorden “artikel 13°” worden vervangen door de woorden “artikel 13”.

Het ontworpen besluit ontleent zijn rechtsgrond ook aan artikel 11, § 1, tweede lid, van de wet van 5 juli 2018 ‘betreffende de pleziervaart’. Dat artikel moet ook in het eerste lid worden vermeld.

2. In het vijfde lid wordt verwezen naar het advies van het Federaal Overlegplatform voor de Pleziervaart. Het inwinnen van dat advies is echter geen verplicht vormvereiste.

Het lid moet worden weggelaten. Het betreffende advies kan echter wel worden vermeld in een overweging, in de aanhef in te voegen na de verwijzingen naar het vervullen van de voorafgaande vormvereisten.

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 1.1, 28°, moet het woord “reconnu” worden vervangen door het woord “agrée”, ter wille van de overeenstemming met het ontworpen artikel 4.17.

Artikel 2

1. Volgens het ontworpen artikel 4.2, § 3, tweede lid, 2°, moet de houder van het brevet yachtman

“te allen tijde kunnen aantonen te beschikken over een geldig medisch attest overeenkomstig artikel 1.9 dat maximum 5 jaar oud is.”

Het koninklijk besluit van 28 juni 2019 bevat geen artikel 1.9. Het ontworpen artikel 4.2, § 3, tweede lid, 2°, moet worden herzien zodat wordt verwezen naar de bepaling over het medisch attest, namelijk het ontworpen artikel 4.8, § 3.

2. Artikel 4.11, eerste lid, van het koninklijk besluit van 28 juni 2019 luidt als volgt:

“Nadat de pleziervaartorganisatie het dossier van de aanvrager heeft beoordeeld en volledig, met inbegrip van het medisch attest heeft bevonden, kan de pleziervaartorganisatie de aanvrager laten inschrijven voor het theoretisch examen dat ingericht wordt door de administratie.”

In het ontworpen artikel 4.11 wordt daarentegen niets meer gezegd over het feit dat de pleziervaartorganisatie waarbij de aanvraag tot het bekomen van een beperkt of algemeen stuurbrevet is ingediend overeenkomstig het ontworpen artikel 4.8, § 1, de aanvrager kan laten inschrijven voor het theoretisch examen dat wordt ingericht door de administratie.

De steller van het ontwerp dient na te gaan of het ontwerp op dat punt niet moet worden aangevuld.

3. Het ontworpen artikel 4.21 voorziet in een procedure voor de intrekking of de schorsing van de erkenning van het praktijktestcentrum door de minister.

Die bepaling dient te worden aangevuld om ervoor te zorgen dat het beginsel van de hoorplicht in acht wordt genomen.

4. In het ontworpen artikel 4.23, § 2, derde lid, moet het aanhalingsteken na het woord “zeilboten” worden weggelaten.

5. Naar het voorbeeld van wat wordt bepaald in het ontworpen artikel 4.8, §§ 1 en 2, zou het ontworpen artikel 4.24 beter nader bepalen dat het formulier (betreffende de aanvraag tot het verkrijgen van een ICC) wordt bekendgemaakt op de website van de administratie.

6. In het ontworpen artikel 4.25 moeten de woorden “bedoeld in artikel 4.17” worden vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 4.24”.

Artikel 4

1. Er moet worden nagekeken of de Nederlandse en de Franse tekst van het ontworpen artikel 9.12 wel overeenstemmen.

2. In datzelfde artikel dienen de woorden “onder 1° tot en met 4° en 7°” te worden vervangen door de woorden “onder 1° tot en met 4° en 7° van dat artikel”.

Ook moeten de woorden “kunnen de bepalingen onder 5° en 6°, bewezen worden” worden vervangen door de woorden “kan de recente ervaring die wordt vereist bij bepalingen onder 5° en 6° bewezen worden”.

Artikel 5

Aangezien de ervaring die het ontworpen artikel 4.2, § 3, tweede lid, 3°, als voorwaarde stelt, op een periode van vijf jaar betrekking heeft, dient de steller van het ontwerp na te gaan of de datum van 31 december 2024 in het ontworpen artikel 9.13, eerste lid, niet moet worden vervangen door de datum van 31 december 2026, naar het voorbeeld van wat in het ontworpen artikel 9.12 wordt bepaald voor de ervaring vereist bij de punten 5° en 6° van artikel 4.22, § 3.¹

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET

¹ In het ontworpen artikel 9.12 wordt op dat punt een onderscheid gemaakt naargelang de vereiste ervaring op een periode van drie dan wel vijf jaar betrekking heeft.